

L'intégration universitaire de l'EPS et des APS est le fruit d'une longue lutte de la profession et du Snep. Nous sommes donc présents, par nos analyses et nos propositions, dans l'enseignement supérieur, comme dans le primaire d'ailleurs. Nous présentons une originalité au sein de la FSU (et relation avec les syndicats responsables de ce secteur) et dans le paysage syndical en général, en intervenant au-delà de notre champ de syndicalisation.

Nous sommes un syndicat disciplinaire, oui. **Mais syndicat qui voit au-delà de sa discipline.** C'est la raison pour laquelle nous avons organisé ce rassemblement. Pour tenter de voir, d'analyser, de réfléchir au-delà de nos préoccupations et centres d'intérêts les plus immédiats, mais sans pour autant les perdre de vue ! Nous cherchons ainsi à « sortir le nez du guidon » comme on dit, afin de faire les mises en relations nécessaires pour mieux comprendre. En essayant d'avoir une approche plus systémique, avec un **centre de gravité est et restera l'éducation physique et sportive, sous différentes formes.** Centre de gravité ne signifie pas exclusivité. Disons sinon « pôle d'attraction ». Nous savons que cette idée n'est pas forcément partagée dans le milieu universitaire.

- Nombreux sont ceux qui ont depuis longtemps pensé que l'EPS devait perdre son hégémonie au sein des STAPS. Plus nombreux encore sont ceux qui dans la situation consécutive à la baisse des postes et donc des étudiants vont s'éloigner de l'EPS, pour diversifier encore plus, élargir... pour tenter de survivre...
- Nombreux sont ceux qui, dans le cadre des formations d'enseignant, préconisent une réduction, voire une suppression de la formation disciplinaire, la bivalence n'étant qu'un premier pas timide.
- Nombreux sont ceux qui pensent que la formation physique des étudiants doit être optionnelle ou en tout cas libre. Pourquoi imposer de l'EPS à des futurs mathématiciens ? Personne ne s'est trop posé de questions lorsqu'il s'agit d'imposer à tous les étudiants une langue vivante !

- Nombreux sont ceux enfin qui considèrent que pour encadrer, animer, enseigner les APSA, qui plus est en milieu scolaire, il n'y a pas besoin de gens formés à un haut niveau.

Tout cela forme un système de pensée, assez répandu, assez basique, qui malheureusement prend le pas sur l'analyse des besoins réels et donc sur une politique volontariste d'investissement public. Je dis bien public parce que l'on sait que tout ce qui sera délégué au privé renverra immédiatement et sûrement l'individu à lui-même, et donc à des inégalités sociales dont on sait qui en fait les frais et à qui elles profitent.

Ce système repose fondamentalement sur une sous-évaluation (voire une dépréciation) **de la culture sportive** au sens le plus large du terme, sa place dans la formation de chacun et donc mécaniquement une sous-évaluation des moyens pour y faire entrer tout le monde. Une culture dont ne perçoit au mieux que l'aspect énergétique biologique (battage autour d'une certaine approche de la santé on pourrait parler d'une idéologie néolibérale marchande envahissant tout le champ des pratiques sportives contemporaines du sport santé) et quelques valeurs morales qui pourraient permettre de maintenir la paix sociale. Ça se traduit généralement par un budget JS ridicule, par une baisse régulière des enseignants d'EPS recrutés, par des propositions de formations à un niveau très bas (V) et donc des salaires aussi très bas.

La première des batailles est donc une bataille d'idées, de conceptions, de finalités... et nous proposons une démarche inverse de celle que je viens d'énoncer :

- Considérer, que la formation physique, sportive et artistique, basée sur une appropriation critique de la culture est un élément fondamental de la formation de la personne. Il est assez étonnant d'ailleurs de constater que depuis toujours la formation des élites a donné à ces dimensions une place importante sinon centrale. Ce qui est bon pour les classes dirigeantes ne seraient pas noble pour les autres ? L'idée d'une éducation physique avec une plus importante est loin d'être gagnée. Par exemple l'annonce faite d'une 4^{ème} h en primaire : outre les difficultés pour la mettre en place, tout le monde (du côté des enseignants comme des parents) n'est pas

convaincu de cette nécessité. Une UE obligatoire pour les étudiants : on est pas contre mais on se dit qu'on y arrivera pas....

Mais ce projet de plus d'EPS n'a de sens que si on a deux préoccupations « politiques », qui ont évidemment des implications ensuite en terme de financement, en terme scientifiques, didactiques...

- La première concerne le point de vue sur l'EPS : si on en a une vision pauvre (sans contenus) ou très étroite (considérer la discipline d'un point de vue strictement scolaire) on a deux voies possibles.
 - Un simple bain « physique » voire culturel, qui peut augmenter effectivement le volume de pratiques pour certains. C'est une voie possible offerte par le gouvernement à travers l'accompagnement éducatif qui a pour lui le gros avantage de pouvoir « communiquer ». On dit qu'on augmente, mais on oublie de dire que c'est pour quelques uns.
 - Ou bien un repli très « scolaire » et une voie stricte « EPS » qui peut déboucher y compris sur la création d'une filière de formation spécifique, liée directement à l'emploi enseignants EPS.

Nous ne sommes pas dans ces perspectives. Notre projet est porté par deux « utopies » (malgré l'ambiance actuelle, on n'arrive pas à renoncer aux utopies), ou plutôt une utopie à double facette. D'une part nous considérons que l'éducation en général, l'éducation physique en particulier est une activité de haut niveau, qui nécessite des ressources, des connaissances complexes. Et celles-ci sont d'autant plus complexes que l'on va s'adresser à tous, à tous les âges, dans tous les milieux... Cette éducation physique doit avoir alors comme projet de faire entrer les jeunes dans une culture dont la fonction principale doit être de rendre les humains plus humains ! C'est donc un projet fondamentalement humaniste au sens philosophique du terme. La deuxième facette de l'utopie c'est justement cette culture prise dans sa dynamique et son développement : l'EPS peut et doit avoir comme projet

explicite de changer le sport et le rapport des hommes au sport... Projet démentiel, impossible. Non : utopie qui est le ciment de notre activité quotidienne ! Que l'on rassure, nous ne sommes pas fous. Cette utopie est possible. Il y a des ressources, de l'argent. Notre société en a beaucoup, le problème ce sont les répartitions.

Le syndicalisme que nous proposons n'est pas un syndicalisme d'accompagnement des choix actuels, vous vous en doutiez.

- La deuxième concerne le projet de ne laisser personne au bord du chemin. On a trop tendance à croire, concernant la pratique sportive par exemple, que la démocratisation est effective. Mais nous en sommes encore loin. Les jeunes, dans les milieux défavorisés, dans les milieux ruraux, les jeunes filles plus que les garçons, n'ont pas accès à une pratique sportive. L'EPS d'aujourd'hui doit être considérée comme une éducation « populaire » au sens de « pour le peuple ». Projet d'un nouvel élan de démocratisation donc. Mais aussi projet de transformation de l'existant : non, bien sûr que non, dans nos interventions sur n'importe quel sujet, nous ne pouvons nous satisfaire de l'existant qui ne répond pas aux exigences que nous fixons ainsi.

Et c'est le sens fondamental des questions que l'on pose à l'université : nous aider à bâtir, mieux, la société de demain !!!

Donc lorsqu'on nous dit que le SNEP ne défend que des intérêts spécifiques, on peut répondre : non, notre projet a une ambition politique à portée générale ! On peut dans ce cadre avoir des désaccords, mais au moins on sait sur quoi ils portent.

Mais si l'on partage le projet ou ces ambitions, alors quelques questions se posent :

- On ne peut réfléchir l'EPS sans réfléchir à ses rapports avec les APSA, et particulièrement le sport qui constitue la partie la plus importante et oh combien visible de la culture. Et ce rapport un peut et ne doit pas se faire que dans un sens. L'étanchéité entre les 2 sphères est de notre point de vue une erreur, comme

d'ailleurs la concurrence ou la confusion. Mais si l'on a comme perspective l'élévation globale de la culture corporelle et sportive de tous, alors il faut avancer sur ces rapports en terme de complémentarité.

- Quelle logique y aurait-il en effet à revendiquer des formations à bac+5 pour l'école, et des intervenants niveau V (Brevet, CAP, BEP) pour les mêmes enfants en dehors de l'école... on va dire oui mais à l'école, il y a de l'éducatif... l'éducation s'arrête aux portes de l'école ??? Non, réussir le projet politique d'une culture de haut niveau pour tous, il faut un « encadrement » dans le champ des APSA de haut niveau, que ça soit dans le domaine de l'EPS, pour tous, dans un cadre public ambitieux, que cela soit pour les volontaires, dans le milieu du handicap...
- Ce qui implique ensuite un allongement des formations, un ancrage dans les APSA, une irrigation par la recherche qui doit investir plus ce qu'aujourd'hui on appelle au sens large l'intervention...

Il faut donc une réflexion globale pour mettre en relation les choses, or la situation actuelle, produit d'une histoire particulière tend à morceler, parcelliser, autonomiser les structures et les personnes. On est passé d'une universitarisation de l'EPS à un éclatement des sphères et des problématiques. Faut-il définitivement faire le deuil d'une pensée globale ? Pouvons-nous relever le défi de réunir pensée globale et action locale, pour reprendre la formule altermondialiste ?

Nous le pensons. Pourtant chacun, dans le système que nous pourrions appeler EPS, APS, STAPS peut se percevoir comme indépendant. Mais c'est tronquer la réalité qui est la suivante :

- Les IUFM sont dépendant de la place de l'EPS, et plus largement de la valeur des enseignements primaire et secondaire, dépendant eux-mêmes de la reconnaissance sociale de la culture physique et sportive. Ils sont aussi dépendant des STAPS qui dispensent en principe la formation disciplinaire initiale.

- Les STAPS sont dépendant historiquement de l'EPS et de sa place. On voit aujourd'hui les répercussions immédiates d'une baisse des recrutements de profs. Mais ils sont eux aussi dépendants de la considération plus largement accordée à la culture sportive, car en dehors de ce champ, les STAPS n'ont pas fait la preuve d'un objet propre qui les identifie clairement.
- Les SUAPS sont également dépendants de la place accordée à la formation sportive de tout étudiant, dépendante aussi de la preuve qu'aura pu faire l'EPS de son intérêt comme discipline obligatoire pour tous... Et de la qualité des enseignants et intervenants, formés dans les STAPS et les IUFM... Tout se tient !

Par exemple nous vivons une situation paradoxale qui pourrait nous amener justement à réunir les différents éléments du système. Il est suspect en effet que ce soit sous un gouvernement de droite « radicale » que la place du sport mais aussi par contre coup de l'EPS (cf différentes audiences) soit au moins dans le discours consolidée (la mise en œuvre évidemment c'est autre chose). Pour la première fois se discute la possibilité d'une EPS au-delà du secondaire, d'une obligation d'EPS dans le premier cycle universitaire. Est-ce chacun va prendre sa part dans une bataille pour que cela se concrétise ? On pourrait en effet dire que c'est le pb des SUAPS. Mais qui va travailler à la définition de contenus d'une EPS à l'université ? Qui va travailler à la formation des enseignants ou intervenants ? Qui va voir le potentiel de débouchés que cela offre, qui va faire des études sur l'impact que cela peut avoir sur la vie de l'étudiant...

Nous sommes à un moment où il va falloir faire des choix, se mobiliser et œuvrer pour l'avenir. C'est l'objectif de ce forum que de se mettre dans cette perspective. Le problème c'est que souvent dans l'histoire récente, face à des choix possibles, en particulier dans les STAPS, il n'y a pas eu de volonté d'œuvrer dans un sens « collectif ». Par exemple les tables rondes sur les STAPS, à la fin des années 90 ont débouché sur les rapports (Hébrard, Demichel) qui proposaient un avenir raisonnable pour la filière. La communauté universitaire les a à cette époque (CPU, CNU, C3D) rejetés catégoriquement.

Si l'on va jeter un coup d'œil sur ce que nous avons écrit dans les bulletins syndicaux depuis le début des années 80, on observe principalement c'est une grande constance dans le discours syndical, dans les analyses et les propositions. Est-ce le signe d'une pensée sclérosée ou au contraire le constat du fait qu'il n'y pas d'évolution du système ? Nous sommes intervenus régulièrement sur :

- La place des APSA et de leur pratique à l'université. Elles constituent sinon l'objet, au moins le centre de gravité des STAPS et de la formation. Et nous avons toujours considéré que l'étude des APSA ne peut et ne doit pas se couper de la pratique.
- La place de l'approche technique et anthropo-technique du sport et des pratiques corporelles comme un des pôles fédérateurs de la formation et de la recherche.
- Une formation universitaire s'appuyant sur une « technologie » imbriquant sciences et techniques...
- Le haut niveau de formation des intervenants, quels qu'ils soient.
- Et puis des choses plus classiquement syndicales : le taux d'encadrement en STAPS et en SUAPS, les installations, les postes au CAPEPS, les débouchés...

Ce que l'on observe aussi c'est que les choix qui ont émergés sont généralement partis diamétralement à l'opposé :

- Une mise à distance des APSA et leurs pratiques déjà présente dans les maîtrises avant 1995 et systématisée, surtout depuis la « massification » des STAPS. Mais le problème de leur place de leur coefficients, bref de leur rôle dans les concours est aussi discuté à l'IUFM (où l'on constate à la sortie la faible connaissance des lauréats sur ce domaine). Une mise à distance de l'EPS, pas simplement comme discipline scolaire, mais comme composante fondamentale de la formation de la personne. D'ailleurs au moment du socle commun ou nombre d'universitaires se sont positionnés dans le débat, on a bien perçu l'étrange silence de notre champ...
- Une volonté d'affichage des « sciences du sport » (ou de la motricité, du mouvement humain voir du mouvement tout court) en supprimant le mot « technique ».

Rappelons que nous avons critiqué sur cette base en 96 la transformation du sigle UFR STAPS en facultés des sciences du sport. On en a encore l'exemple aujourd'hui avec l'antenne de Ker Lan de l'ENS qui lui veut changer de nom : titre initial proposé, sciences de l'activité physique. Moralité : on vient d'apprendre l'attribution d'un deuxième poste de MDC à l'ENS, un poste de physio. ENS : deux universitaires, deux physio. C'est ça la science de l'activité physique. D'après Terral et Collinet (Recherche et formation n°50, 2005) la population des enseignants chercheurs ne se répartit pas équitablement puisque les biologistes occupent 45 % des emplois et loin derrière les sociologues (17%) et les psychologues (14%) et encore plus loin les didacticiens (6,5%) et historien (5%).

- Un immense non-dit : l'objet des STAPS ou à défaut leur « centre de gravité ».
- Absence de politique pour la pratique des étudiants à grande échelle (Et comme je l'ai dit nous avons aujourd'hui une opportunité, pouvons-nous faire autrement que de reprendre cette balle au rebond ?)

Or c'est pendant les moments de crise que l'on mesure nos capacités collectives à mettre en perspective du neuf, du nouveau... dans un cadre enthousiasmant, sinon à quoi bon ?

La crise on la voit dans plusieurs champs :

- Le champ de l'éducation en général où l'on dégrade les conditions d'enseignement de l'école obligatoire, pour tous, pour développer une « école de la deuxième chance ». Avec comme rengaine la centration des moyens sur le dit « fondamental » (le socle commun), dans lequel l'EPS, mais aussi les arts... ne figurent pas ou peu !!! Donc risque potentiel à terme. On voit que l'on est ici sur le contrepied du projet que j'annonçais en introduction. Mais que nos projets ne soit pas des projets d'essence libérale n'étonnera guère.
- Les IUFM ont été « intégrés » à vitesse supersonique avec en tête essentiellement la réduction des coûts de la formation (idée bien présente au moment du cahier des charges. Dans le fatras de la réforme des universités, Des écarts importants,

autonomie oblige, sont déjà perceptibles. La question de l'intérêt de tous, d'une meilleure formation, est-elle vraiment au cœur ?

- Les STAPS voient leurs effectifs baisser à vue d'œil. Et on voit que ce n'est pas seulement la filière éduc-mot qui est touchée, mais par répercussion l'ensemble des STAPS, jusqu'aux niveaux master. Cela provoque évidemment un chamboulement. Quelle est la nature des réflexions à avoir ? En tout cas la logique concurrentielle entre les mentions dans laquelle se sont installées les STAPS n'a pas produit grand chose.
- L'université est aussi en panne. L'échec en premier cycle est bien connu. La réponse du gouvernement s'est traduite par la recherche d'autonomie renforcée et un plan licence qui tend à aligner le premier cycle sur le modèle américain, un entre deux, entre lycée et université... Au passage dans ce panorama, la filière STAPS qui n'existe plus formellement après le premier cycle, risque de disparaître aussi en premier cycle si l'on crée des licences plus généralistes.
- L'annonce d'une pratique physique de tous les étudiants, dans un contexte de pauvreté des installations et d'un pas gigantesque à franchir (actuellement en moyenne à peine 20% des étudiants pratiquent) peut sembler un défi insurmontable voire porteur de dérèglementation supplémentaire.

Dans ce contexte donc, chacun se débat au quotidien, fait de son mieux. Cette activité peut certes limiter les dégâts. C'est déjà pas mal diront certains. Mais ça ne suffira pas à long terme pour contre-balancer les logiques financières, concurrentielles...

Nous proposons autre chose, je le dis et le redis.

Que l'université réponde au défi de la demande sociale d'une éducation physique et sportive doté d'un projet politique, culturel et social, une éducation physique et sportive comme partie fondamentale d'une formation de haut niveau pour tous, une éducation qui vise l'émancipation de chacun par l'appropriation de la boîte à outil pour penser, comprendre et agir sur le monde que constitue la culture (J. Bruner).

Et l'université peut et doit nous aider à mieux penser et à mieux former...

Pour terminer nous avons la possibilité de mettre en perspective un véritable projet d'éducation physique pour la société. Je crois que c'est quelque chose de relativement inédit dans le temps et dans l'espace géographique. Nous avons engrangé en France des structures originales qui, si on ne les brade pas, peuvent remplir pleinement leur rôle (ce qu'elles ne font pas assez aujourd'hui). Il nous faut maintenant les renforcer et penser des contenus ambitieux pour tous, sans écouter les sirènes d'une éducation physique et d'un sport « low coast » qui ne peuvent que déboucher sur « du pain et des jeux » pour nous occuper...

C'est un grand défi, qui en appelle d'autres. Ils correspondent d'une certaine manière à des objectifs que tout le monde ici présent a souhaité à un moment ou un autre :

- Une éducation physique donc tout au long de la vie. Cela peut passer aujourd'hui une offre à tous les étudiants, dans un premier temps.
- Un couplage étroit : recherche-formation-intervention. Il faut absolument que la recherche s'inscrive de façon volontariste dans cette articulation.
- Une élévation du niveau de qualification de tous les intervenants dans le domaine de l'EP et du sport. Cela demande aujourd'hui en particulier une réflexion sur les métiers, un travail sur l'offre JS et MEN et la mise en perspective d'une homogénéisation.
- Une stabilisation institutionnelle des STAPS qui passe par une grande réflexion sur leur objet. En tant que lieu de formation initiale, elles sont une des clés de l'avenir.
- Un travail approfondi, par lien fort à créer avec le monde professionnel de l'éducation et du sport, sur les contenus d'une formation physique, sportive et artistique ambitieuse.
- Un travail renouvelé sur le sport et son devenir en tant que phénomène social et culturel.

Tout cela, même repris par tout le monde, ne serait rien ou n'apportera rien qui on n'offre pas un avenir en terme d'emplois à nos jeunes. Des postes au CAPEPS, des emplois dans le milieu du sport bien rémunérés. Tel devrait être notre bataille à tous.

Le forum a été conçu dans la perspective d'un véritable échange autour de ces thématiques : ce n'est pas principalement un forum pour le SNEP, mais un forum pour vous, pour nous tous qui sommes des militants de l'EPS ou des STAPS. C'est pourquoi nous avons souhaité faire une très large place aux échanges, et la majeure partie du forum se fera sous forme de tables rondes et d'agoras.

Je nous souhaite un bon travail.

Christian Couturier, pour le SNEP, le 14 mars 2008